

Didier LESCHI
CE GRAND DÉRANGEMENT
L'immigration en face
Gallimard, tracts n°22, Paris, 2020

Sujet difficile et délicat que celui de l'immigration et de l'accueil réservé aux migrants en France et en Europe. Si ce « tract » n'apporte aucune réponse à ces problèmes, il apporte des données factuelles qui peuvent nourrir les réflexions de chacun. Certains y trouveront la confirmation de la menace du « grand remplacement » qu'ils redoutent, d'autres les éléments nécessaires pour entretenir leur indignation devant l'écart entre les discours – humanitaires, républicains – et les actes. Tous y trouveront des informations claires et des chiffres précis devant ce qui est déjà une catastrophe humanitaire qui ne peut aller qu'en s'amplifiant.

Didier LESCHI est le directeur général de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration. Il est aussi président de l'Institut en Sciences des Religions à l'École Pratique des Hautes Études. On peut donc supposer qu'il connaît parfaitement le sujet, et en même temps comprendre qu'il ne peut que justifier l'action de l'OFII qu'il dirige.

Outre les chiffres qui concernent la France, l'intérêt de ce qui nous est présenté est la comparaison entre les politiques des différents États européens, histoire de vérifier que si on se regarde on se désole et que si l'on se compare on se console (un peu !).

On peut toujours douter des chiffres concernant l'immigration illégale. Ce qui est remarquable est plutôt la difficulté d'appliquer les mesures décidées, comme si une décision de justice (ou d'injustice) se suffisait à elle-même !

À l'écart entre le dire et le faire, qui déconsidère l'affichage de la trinité républicaine Liberté-Égalité-Fraternité répondent, me semble-t-il, les stratégies des migrants où l'écart entre dire et faire est tout aussi grand, et adapté au résultat recherché : obtenir l'asile. Refusé pour migration économique, accepté pour raison humanitaire, systématiquement octroyé pour les mineurs... les critères d'acceptation sont certainement la source même de fausses déclarations ! Mais, dans nos temps troublés comment distinguer facilement entre migrations écologiques, économiques, et, pourquoi pas, parfois, politiques sans savoir s'il s'agit de fuir des persécutions ou de combattre l'Occident coupable ? Comment classer la multiplicité des causes et la diversité des situations ? Comment distinguer l'allégué du véridique ? Comment recevoir dignement toute cette diversité culturelle brutalement confrontée à un mode de vie parfois très, trop, différent du sien ?

Le modèle « classique » d'une émigration supposée à la fois choisie et désirée tant par les accueillis que par les accueillants, avec une intégration-assimilation en deux ou trois générations maximum, ce modèle n'a plus cours. Ceux qui viennent ne sont plus éblouis par Victor Hugo, et la France n'est plus le pays des Droits de l'Homme et de la Révolution. Ce n'est qu'un de ces pays européens supposés riches. Et coupables de la colonisation, de l'esclavage, et même des régimes politiques et des guerres actuelles, soixante ans après les prises de pouvoirs sur place par les divers « mouvements de libération » souvent devenus dictatoriaux.

Internet et réseaux sociaux maintiennent les liens avec ceux restés au pays, et freinent une intégration linguistique et culturelle. Ceci est encore renforcé par l'idée que toute acculturation est à la fois une non reconnaissance de la diversité et une trahison imposée par une culture occidentale dominatrice. Sans compter les nécessités de la survie qui ouvrent grand les portes de l'exploitation, de l'extorsion, de la marginalisation, de l'illégalité, du sans-papier.

Entre un accueil ambivalent et une venue à la fois pleine d'illusion et désidéalisée, l'Europe n'arrive pas à définir une politique commune à la hauteur des enjeux et de ses valeurs affichées. Nul doute que l'immigration-émigration, phénomène éternel, est instrumentalisée par tous : pays de départ, de transit, passeurs, employeurs, migrants et accueillants...

La perte des idées d'universalisme et d'humanisme et les logiques dominantes des politiques économiques n'aident certainement pas à élaborer un dispositif qui permettrait une vie digne pour tous, à la fois dans les pays d'émigration et dans ceux d'immigration.